



**RÉSOLUTION DU BUREAU NATIONAL
DU BLOC DE GAUCHE - PORTUGAL - LE 26 JUILLET 2015**

LA DÉMOCRATIE contre le colonialism financier

1) Au cours du Sommet Européen du 12 juillet, la réponse apportée au référendum démocratique grec a été celle de l'occupation financière de la Grèce. Une humiliation nationale, imposée contre la volonté du peuple, et trois années supplémentaires de punition sociale qui ne peuvent pas bien finir. L'Union Européenne a démontré aux millions de ses citoyens qu'elle est prête à tout pour imposer son plan d'austérité, y compris en passant par dessus la démocratie. Ainsi, en Grèce comme dans le reste de l'Europe, une réponse doit être construite contre cette Union.

2) Ces derniers mois nous amènent à deux conclusions essentielles. Premièrement, c'est une grande coalition conservatrice-socialiste, menée par le gouvernement allemand, qui dirige l'Union Européenne et qui impose la dictature des marchés, les politiques d'austérité, la pauvreté et les inégalités. Deuxièmement, cette Union ne permettra pas l'existence d'un gouvernement porteur d'une politique alternative, et, confrontée à un gouvernement de gauche, elle n'hésitera pas à le détruire par tous les moyens.

3) Alors qu'elle acceptait facilement la construction d'un nouveau mur de la honte par le gouvernement hongrois d'extrême droite, l'Union Européenne n'a pas hésité à mettre en danger l'Union monétaire par ses manœuvres pour écraser le gouvernement de Syriza. En proposant d'expulser la Grèce de l'Eurozone, Schäuble a brossé le mythe de la stabilité de l'Euro en tant que monnaie commune de plusieurs Etats. En coupant les liquidités des banques grecques pour des motifs politiques, la BCE a souligné le besoin urgent d'un mécanisme de contrôle national des systèmes bancaires, indépendant de la BCE.

4) Pendant 25 ans, l'Union Européenne, définie par ses traités, a représenté un outil non démocratique pour imposer l'ordre néo-libéral : dérégulation, concentration du capital, diminution des protections sociales, pression sur les salaires. La monnaie unique a été une étape cruciale dans la consolidation de ce projet. En premier lieu, la suppression des risques de change

est une condition essentielle pour le pouvoir financier et la libre circulation des capitaux. En second lieu, la monnaie unique définit l'austérité et la dévaluation du travail comme les seuls mécanismes de l'ajustement économique. Ce qui met fin aux politiques nationales monétaires et de change, les laissant entre les mains d'une seule institution, la BCE, exemptée de tout contrôle démocratique et dominée par le gouvernement allemand et les principales institutions financières mondiales et ce qui limite l'indépendance budgétaire et bloque les politiques industrielles progressistes. Les buts fixés sont impossibles à atteindre, mais le non-respect des obligations légitime les institutions européennes à fixer les budgets nationaux. Par dessus tout, cette bureaucratie prend toutes les décisions significatives et s'est révélée insensible à la pression populaire directe ou à l'alliance des forces politiques et sociales dans chaque pays. La brutalité exercée envers la Grèce est la preuve de impunité face à la démocratie.

5) Notre gauche a toujours été opposée à cette intégration européenne et à la création de la monnaie unique. Mais, depuis sa mise en œuvre, nous avons admis qu'elle devait être fondée sur les bases d'un meilleur rapport de forces et nous n'avons jamais cessé de nous battre pour cela, tant au niveau national qu'international. Il y a dix ans, le mouvement alter-mondialiste semblait donner quelque crédibilité à cette hypothèse. Mais depuis lors, la gauche s'est focalisée sur des propositions de refondation démocratique de l'Europe : un Sénat européen avec l'égalité pour chaque pays, la réforme des règles de la BCE, le renforcement du budget de l'Union, les euro bonds. Toutes ces propositions ont été invalidées ou abandonnées par la social-démocratie engagée dans un fédéralisme autoritaire, incapable de s'opposer aux intérêts financiers, et devenant finalement un partenaire féroce de la punition de la Grèce.

6) Les programmes d'austérité imposés par Berlin et Bruxelles reposaient sur un mensonge. La crise aurait été due au fait que les peuples vivaient au-dessus de leurs moyens. Ce mensonge, répété par le gouvernement portugais de droite, était une tentative de masquer les véritables origines de cette crise : la spéculation financière et l'éclatement de la bulle immobilière américaine. La crise de 2007-08, amplifiée par le crash de Lehman Brothers, a été suivie par le sauvetage du système bancaire et la socialisation de ses pertes. La spéculation s'est alors tournée vers les dettes souveraines des pays de la périphérie de l'Europe. La BCE a financé les banques commerciales, au taux de 1%, pour qu'elles rachètent les titres souverains à des taux bien plus élevés. Les ressources de capitaux sans risques ont transformé les dettes publiques dans le plus grand marché financier global. Au travers de rudes mesures d'austérité, le revenu du travail a directement été transféré vers le paiement de la dette.

7) Avec les Traités de Maastricht et de Lisbonne, ainsi que le Pacte de Stabilité de 2012, l'Europe a désormais « constitutionnalisé » l'austérité et l'interdiction des politiques en faveur des droits des travailleurs et de l'extension de la protection sociale. L'élection du premier gouvernement anti-austérité a vu la mise en pratique de toute la logique des traités européens. La « grande coalition » allemande a imposé sa loi sur dix-huit pays et le « couple franco-allemand » a été



réduit à la personne de la Chancelière. Le gouvernement allemand est, aujourd'hui, le centre tout puissant des décisions politiques et du contrôle des budgets.

8) La Gauche doit apprendre les leçons de l'histoire récente pour prendre des positions claires. Pendant les six derniers mois de discussions, le gouvernement grec s'est montré ouvert à un compromis viable entre des nations égales. Dès le début, il s'est heurté avec l'extrémisme vindicatif des partenaires européens devenus des « créanciers ». La Gauche qui s'est engagée à refuser l'austérité et le Pacte de Stabilité doit être renforcée et doit être prête à restaurer la souveraineté sur ces choix essentiels de manière à respecter la démocratie nationale.

9) Le Bloc de Gauche refuse tout nouveau sacrifice pour l'Euro. Plus que jamais, l'expression de cette alternative est une bataille pour la démocratie. Soumettre le Pacte de Stabilité au référendum et commencer la restructuration de la dette publique sont des étapes essentielles sur cette voie. C'est avec ce mandat clair - qui pourrait avoir pour conséquence une rupture avec l'Union Monétaire, comme nous l'avons souligné lors de la dernière Convention Nationale du parti - que les représentants élus de Bloc de Gauche luttent pour une alternative à l'autoritarisme européen.

10) La gauche internationaliste doit mettre en œuvre une nouvelle alliance européenne, héritière des combats contre le fascisme et le militarisme ainsi que sur les conquêtes sociales de l'après-guerre. Ce projet démocratique et coopératif inclut les leçons des attaques autoritaires actuelles et vise de nouveaux buts communs dans les domaines sociaux, environnementaux, culturels et des Droits de l'Homme. Quand les partis xénophobes et nationalistes progressent en tant qu'alternative à l'Union Européenne dysfonctionnelle, le mouvement de résistance et d'insoumission ne peut attendre. Reconnaisant ce fait et les immenses difficultés qui l'accompagnent, le Bloc de Gauche réitère son engagement pour la plus large alternative possible, réunissant toutes les forces qui luttent pour la démocratie et contre l'austérité.

(Traduit de l'anglais par Mathieu Dargel)